



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 11 septembre 2019

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie 13 septembre 2019.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 06 septembre 2019.

Présent(e)s : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY.

Absent(e)s excusé(e)s : Mme GIGNET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), Mme GAIFFE (pouvoir à Mme MOUGNARD), Mme HACQUARD-COLNOT, M. VERNIER.

Mme Fabienne PRUNIAUX ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Affaires générales :

19-37 Convention ripeurs

19-38 Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS

Domaine des finances :

19-39 Ticket Mobilité institué par le Conseil Régional

19-40 Contrat P@C

19-41 Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor

19-42 Décision modificative n° 2

Domaine de l'animation :

19-43 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec Madame Christine BAVEREL

19-44 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life

Domaine de l'urbanisme :

19-45 Assiette, dévolution et destination des coupes sanitaires de l'année 2019

19-46 Ventes de parcelles communales

19-47 Achat de parcelle – rue de Beaupré

Affaires générales :

19-37 Convention ripeurs

M. le maire rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2006, la compétence collecte des déchets relève des missions du Grand Besançon qui exerce ce service sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

Parallèlement, en conformité avec la réglementation du travail, les agents en charge de la collecte (ripeurs et chauffeurs), doivent bénéficier d'un temps de pause lors des tournées de ramassage.

Il indique que la précédente convention qui réglementait le prêt du local des services techniques aux personnels de la CAGB est arrivée à son terme. Il propose donc un nouveau projet de convention ayant pour objet de définir les modalités de mise à disposition partagée du local de convivialité des ateliers municipaux de THISE, au profit de l'effectif des ripeurs effectuant la collecte sur le secteur. Il précise enfin que la participation proposée par la CAGB est de 150 € soit 1800 € par an.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 16 voix pour et une abstention, décide de:

- De valider les termes de la convention proposée ;
- D'autoriser M. le maire à signer tout document afférent.

19-38 Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS

Le Maire informe le Conseil Municipal dans le cadre de la réorganisation des services administratifs, il convient de nommer un nouveau correspondant suppléant.

Celui-ci remplace le correspondant titulaire en cas d'impossibilité de ce dernier.

Il est donc proposé de confirmer à cette fonction, en tant que titulaire, Mme BOURIOT Monique et, en tant que suppléante, Mme EUVRARD Virginie, agent assurant la gestion des finances.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte cette disposition.

Domaine des finances :

19-39 Ticket Mobilité institué par le Conseil Régional

Le "ticket mobilité" consiste en une aide financière mensuelle de 30 € (appliquée 11 mois sur 12) pour aider aux déplacements domicile-travail effectués en véhicule motorisé, en l'absence de transport en commun.

Ce dispositif répond à deux objectifs principaux :

- apporter une réponse transitoire à certains besoins de déplacements en zone blanche de mobilité (c'est-à-dire non couverte par du transport en commun), donc essentiellement en secteur très peu dense ;
- apporter un soutien au pouvoir d'achat des agents pour les déplacements domicile-travail qu'ils doivent accomplir en véhicule personnel en l'absence de transport collectif.

Compte-tenu de la situation des réseaux de transport en commun (9 actifs sur 10 se déplacent encore en voiture), du coût de ces transports qui pèse sur les salariés, LE CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE – FRANCHE COMTE a instauré ce dispositif « Ticket Mobilité ».

Principes :

- volontariat de l'employeur à s'inscrire dans le dispositif proposé par le conseil régional et à signer la convention,

- versement d'une aide de 30€ par mois par l'employeur (sur 11 mois) pour les salariés parcourant plus de 60km aller-retour dans leur déplacement domicile-travail,
- remboursement par le conseil régional, à l'employeur d'une somme de 15€ / mois sur 11 mois.

Dans notre collectivité, deux agents seraient concernés.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- d'autoriser le Maire à signer la convention avec le conseil régional,
- d'en faire bénéficier les agents ayant droit à compter du 1^{er} septembre 2019.

19-40 Contrat P@C

Contrat P@C (Porter une action concertée), proposé par le Département du Doubs avec le territoire du Grand Besançon pour la période 2018-2021.

Exposé des motifs

Dans le cadre de son projet stratégique C@P 25 (Construire, aménager, préserver), le Département du Doubs a décidé de faire évoluer les modalités de son soutien financier en faveur des projets locaux.

Cette évolution est guidée par les principes de :

- subsidiarité : le Département intervient là où c'est nécessaire et pour apporter une plus-value,
- différenciation : en tenant compte des caractéristiques locales, l'intervention du Département diffère d'un territoire à l'autre afin de corriger les disparités et les inégalités, et pour renforcer les solidarités.

Concrètement, le Département propose la signature, avec le bloc communal (communes et EPCI), d'un contrat intitulé P@C (Porter une action concertée) qui couvrira le territoire du Grand Besançon, pour une durée de 4 ans (2018-2021).

Visant à faciliter l'articulation des politiques départementales avec les stratégies et les priorités locales exprimées dans les projets de territoire, ceci dans un souci de cohérence, d'efficacité et de lisibilité de l'action publique, ce contrat est construit autour de 4 axes complémentaires :

- 1^{er} axe : expression des interventions et/ou des priorités du Département sur le territoire, dans une logique de convergence des politiques publiques,
- 2^{ème} axe : accompagnement à l'émergence et à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux,
- 3^{ème} axe : soutien financier à la mise en œuvre des projets locaux,
- 4^{ème} axe : intégration de « branches » thématiques (sport, culture, jeunesse, ...).

Pour le 3^{ème} axe (soutien aux projets locaux), l'intervention du Département se fera par la mobilisation d'une enveloppe financière spécifique à chaque territoire.

Ainsi, pour le territoire du Grand Besançon, le montant de l'enveloppe financière dédiée par le Département est de 11,2 M € (soit 14,61 €/habitant/an).

La mobilisation de cette enveloppe se fera selon 2 volets :

- volet A : soutien aux projets s'inscrivant dans un projet de territoire et répondant aux priorités du Département,
- volet B : soutien aux projets d'intérêt local.

Au regard du projet du territoire du Grand Besançon (enjeux, axes stratégiques, priorités, ...) et des projets recensés d'ici 2021, la répartition de l'enveloppe dédiée à l'axe 3 du contrat P@C a été arrêtée comme suit :

- pour les projets relevant du volet A : 70 % de l'enveloppe (soit 7 840 00 €),
- pour les projets relevant du volet B : 30 % de l'enveloppe (soit 3 360 000 €).

Une clause de revoyure est prévue à la fin de l'année 2019 afin de faire le point sur le niveau de mobilisation de l'enveloppe dédiée par le Département à chaque territoire, ce qui permettra, si nécessaire, de procéder à un éventuel ajustement de l'engagement du Département pour répondre aux besoins identifiés.

L'animation du contrat P@C et la prise des décisions nécessaires à sa mise en œuvre relèveront des prérogatives d'une instance de concertation.

Les représentants du bloc communal (communes et EPCI) au sein de l'instance de concertation s'exprimeront au nom de l'ensemble du territoire, pour la mise en œuvre d'un projet de territoire partagé avec le Département.

Le contrat P@C du territoire du Grand Besançon a été élaboré par le Département et par les représentants du bloc communal (communes et EPCI), à partir d'un diagnostic commun et d'une vision partagée des enjeux de développement du territoire concerné.

Délibération

Après en avoir délibéré, à 13 voix pour et 4 abstentions, le Conseil municipal décide :

- de prendre acte des nouvelles modalités de partenariat du Département du Doubs avec les territoires,
- d'approuver le contrat P@C 2018-2021 proposé par le Département du Doubs pour le territoire du Grand Besançon,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce contrat.

19-41 Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor

En vertu de l'article 97 de la loi du 2 mars 1982, du décret n°82-979 du 19 novembre 1982, et des arrêtés du 16 décembre 1983 et du 12 juillet 1990, le comptable du Trésor peut fournir une aide technique aux collectivités territoriales, et reçoit à ce titre une indemnité de conseil.

Le montant de l'indemnité est déterminé à partir de la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre, des trois derniers budgets exécutés, à laquelle est appliqué le barème figurant dans les arrêtés susmentionnés (cf. formule de calcul). Ainsi, pour l'année 2019, le montant total plafonné de l'indemnité s'élève à 526,65 €.

M. le maire précise qu'il appartient au conseil municipal de voter un taux, compris entre 0 et 100%, visant à moduler le montant de l'indemnité précité.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide de lui attribuer le taux de 100 % prévu par les arrêtés ministériels susmentionnés.

19-42 Décision modificative n°2

M. le maire propose au vote la décision modificative suivante, dans la perspective d'un projet d'acquisition d'une parcelle nue.

Article budgétaire		
	Diminution	Augmentation
2111 / 21 immobilisation corporelles - terrains nus		2500
2313 / 23 immobilisation en cours - Construction	2500	-

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide la présente proposition de décision modificative.

Domaine de l'animation :**19-43 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL**

Il est précisé que Mme Hacquard-Colnot ne prend pas part aux débats et ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle multiactivités avec madame Christine Baverel, qui l'occupe pour ses cours de danse tous les mercredis de 14h00 à 17h00 de septembre 2019 à juin 2020. A noter que Mme Baverel sollicite toujours le même créneau, chaque mercredi de 14h à 17h.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- de louer la salle multiactivités à madame Christine Baverel moyennant une redevance annuelle de 400 € ;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

19-44 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life

Il est précisé que Mme Hacquard-Colnot ne prend pas part aux débats et ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle des fêtes avec l'association « Zumba Life », qui l'occupe pour ses cours de Zumba tous les mardis de 18h à 22h de septembre 2019 à juin 2020.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- de louer la salle des Fêtes à l'association « Zumba Life » moyennant une redevance annuelle de 1 000 €, payable par trimestre ;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

Domaine de l'urbanisme

19-45 Assiette, dévolution et destination des coupes sanitaires de l'année 2019

Vu le Code forestier et en particulier les articles, L112-1, L121-1 à L121-5, L124-1, L211-1, L212-1 à L212-4, L214-3, L214-5, D214-21-1, L214-6 à L214-11, L243-1 à L243-3, L244-1, L261-8.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de Thise d'une surface de 445 ha 56 étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 12/12/2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la présentation d'assiette des coupes sanitaires 2019 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes sanitaires présenté par l'ONF pour l'année 2019 ;

1. Assiette des coupes sanitaires pour l'année 2019

En application de l'article R.213-23 du code forestier et conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF présente pour l'année 2019, l'état d'assiette des coupes **annexé à la présente délibération**.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par à l'unanimité :

- Approuve l'état d'assiette des coupes 2019 et demande à l'ONF de procéder à la désignation des coupes sanitaire ;
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

En cas de décision de la commune de reporter des coupes, en application des articles L.214-5 et D.214-21.1 du Code forestier, le Maire informe, dans un délai d'un mois à compter de la présentation de l'état d'assiette, l'ONF et le Préfet de Région, de leur report pour les motifs suivants :

2. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

2.1 Cas général :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

(préciser les parcelles et, pour les feuillus, les essences)	EN VENTES PUBLIQUES (adjudications) (1)					EN VENTES GROUPEES, PAR CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (3)		
	En bloc et sur pied	En futaie affouagère (2)	En bloc façonné	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure			
Résineux						Grumes	Petits bois	Bois énergie
						Chablis	Chablis	
Feuillus		Essences :	Essences :			Grumes	Trituration	Bois bûche Bois énergie
						Essences :		

(1) Pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2 % pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.

(2) La découpe des futaies affouagère est fixée aux clauses territoriales de l'ONF (découpe standard). Si la commune souhaite déroger à cette clause, elle devra prendre une délibération spécifique.

- Pour les contrats d'approvisionnement **(3)**, donne son accord pour qu'ils soient conclus par l'ONF qui reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais liés au recouvrement et au reversement du produit de la vente, dont le montant est fixé à 1 % des sommes recouvrées, conformément aux articles L.214-7, L.214-8, D.214-22 et D.214-23 du Code forestier ;

Nota : La présente délibération vaut engagement de vendeur aux conditions passées entre l'ONF et les acheteurs concernés ; la commune sera informée de l'identité des acheteurs et des conditions de vente au plus tard 15 jours avant le lancement des travaux d'exploitation.

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

2.2 Vente simple de gré à gré, chablis :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre les chablis de l'exercice sous la forme suivante :

☐ en bloc ☐ en bloc et façonnés ☐ sur pied à la mesure ☐ façonnés à la mesure
 et sur pied

- ☒ Souhaite une vente de gré à gré sous forme d'accord cadre ou par intégration dans un contrat d'approvisionnement existant ;

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

3. Les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure

- ☒ Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :
 - Demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
 - Autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

- ☐ Pour les bois vendus sur pied à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :
 - Demande à l'ONF d'assurer une prestation de contrôle du classement des bois ;
 - Autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

19-46 Ventes de parcelles communales

M. le maire rappelle qu'une réflexion a été menée sur les parcelles communales présentant un intérêt « secondaire », notamment au regard de leur superficie souvent faible, alors que pèse sur la commune l'obligation d'entretien de son domaine public. Celles qui ont été identifiées peuvent en revanche présenter un intérêt évident pour les administrés possédant une parcelle à proximité.

Une concertation avec ces administrés a permis d'obtenir un consensus autour d'un prix de vente fixé à 5 €/M². Pour rappel, ces parcelles ont fait l'objet d'une estimation des domaines fixée à 0,30 € le m². Il est précisé que le cas échéant, l'intégralité des frais de bornages sont à la charge des acquéreurs.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- AH 419, 141 m², rue du Vallon ;
- AE 295, 90 m² (allée face à l'allée Fonck, coté bassin d'orage) et petite partie de l'AE 268, environ 68 m² (pour alignement de la limite de l'ensemble des propriétés coté bassin d'orage) ;
- AE n° 268 (pointe de terrain pour faciliter l'entretien) d'une surface d'environ 39m², ainsi que la vente d'une surface d'environ 109 m² correspondant à la régularisation de l'occupation des parcelles communales AE 321 et AE 268, pour un montant des terrains selon l'estimation des domaines.

M. le Maire précise enfin qu'une dernière parcelle cadastrée AD 324, 214 m², (située rue Mermoz) fera l'objet d'une étude plus approfondie et d'une demande d'estimation des domaines.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve la vente de ces parcelles au prix 5 € / M² (hors frais de notaire) ;
- approuve la vente de la parcelle AD 324 à un prix conforme à l'estimation rendue par les Domaines ;
- précise que les surfaces exactes seront établies par un géomètre et les frais correspondants seront à la charge de l'acheteur ;
- autorise monsieur le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

19-47 Achat de parcelle – rue de Beaupré

M. le maire rappelle que la commune a étudié l'hypothèse de faire l'acquisition des terrains suivants :

- Section E n°208, classé en zone N, 28a85ca,
- Section C n°341 (0a60ca) et C n°343 (28a53ca), classés en zone A.

La proposition faite par la commune est conforme à l'avis rendu par les domaines en date du 17 juillet (cf.doc joint), soit 30 cents du M². Cela donne un montant total s'élevant à 1 740 € pour les 2 parcelles. L'intérêt principal de cette acquisition réside dans le bel emplacement de cette parcelle, située rue de Beaupré, ainsi que sa superficie intéressante.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve l'acquisition de ces parcelles pour la somme de 1 740 € (hors frais de notaire, qui sont à la charge de la commune),
- autorise monsieur le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	19-37	Convention ripeurs 16 voix pour, 1 abstention
♦ Délibération	19-38	Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS Unanimité
♦ Délibération	19-39	Ticket Mobilité institué par le Conseil Régional Unanimité
♦ Délibération	19-40	Contrat P@C 13 voix pour, 4 abstentions
♦ Délibération	19-41	Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor Unanimité
♦ Délibération	19-42	Décision modificative n° 2 Unanimité
♦ Délibération	19-43	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec Madame Christine BAVEREL Unanimité
♦ Délibération	19-44	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life Unanimité
♦ Délibération	19-45	Assiette, dévolution et destination des coupes sanitaires de l'année 2019 Unanimité
♦ Délibération	19-46	Ventes de parcelles communales Unanimité
♦ Délibération	19-47	Achat de parcelles – rue de Beaupré Unanimité

SIGNATURES

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie COLNOT HACQUARD-	XXXXXXXXXX
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX		Claude VALZER	
Geneviève TRUCHETET		Nicolas VERNIER	XXXXXXXXXX
Claude VERNEREY			